

**M. Blenkarn:** Au moins quatre.

**M. MacKay:** Ceci s'applique à au moins quatre d'entre eux. Je le répète, on se demande ce qui s'y passe et si le gouvernement le sait réellement.

**M. Blenkarn:** Vous savez que le gouvernement ne sait rien.

**M. MacKay:** Mon honorable ami de Mississagua (M. Blenkarn), déclare que le gouvernement ne sait rien. J'accepte cette supposition, mais j'espère qu'il a tort. J'espère que le gouvernement sait ce qui se passe, car, somme toute, il est notre gouvernement. Il serait bien pénible pour le Canada si le gouvernement était réellement aussi incompetent qu'il le paraît. J'espère pour le pays que cette apparence est fautive.

On a proclamé l'état d'urgence dans le domaine de l'énergie, mais étant donné que le taux d'inflation doublera bientôt si l'augmentation de décembre est tant soit peu significative, et que le prix des produits alimentaires a augmenté de 18 p. 100, il est évident qu'il y a crise; je soutiens toutefois que la crise est gouvernementale et qu'il s'agit de crédibilité plutôt que d'énergie. Je crois que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources est déterminé, et il faut bien qu'il le soit, à prendre des mesures pour résoudre le problème pour autant qu'il puisse prendre ces mesures. Il se rend bien compte, je crois, qu'il nous faut une régie nationale de l'énergie au Canada. J'espère qu'il ne négligera rien pour la créer et que les lacunes seront comblées dans le domaine de l'énergie. Il devra résoudre d'énormes problèmes à cet égard et il serait injuste de s'attendre à ce qu'il surmonte ces difficultés du jour au lendemain. Je crois qu'il s'efforce sincèrement de trouver une solution.

Je regrette que, dans sa déclaration, le premier ministre n'ait pu exposer les mesures concrètes qui sont prises en vue de la construction d'un pipe-line. Le gouvernement ne comprend-il pas qu'il lui faut acquérir des servitudes et faire effectuer des relevés et des expropriations? Comment le pipe-line sera-t-il construit? Sera-t-il construit en régie intéressée, par un consortium, le secteur privé ou par le gouvernement? Comment s'y prendra-t-on? Il serait rassurant de savoir si le ministre des Approvisionnements et Services (M. Goyer) a veillé à ce qu'il y ait assez d'acier pour le pipe-line. Des mesures concrètes rassureraient les Canadiens beaucoup plus que des annonces retentissantes. J'espère que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui a été sous tension et qui a essuyé le feu dernièrement présentera des mesures concrètes et qu'il rassurera les Canadiens au comité ou à la Chambre, que des mesures tangibles sont prises et qu'on ne se contente pas simplement d'en parler.

Il serait encourageant d'entendre le ministre des Finances présenter des propositions positives, comme l'a proposé le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) dans un récent discours, accordant des amortissements rapides aux sociétés et aux particuliers qui construiraient des entrepôts, afin que nous puissions avoir au moins des approvisionnements de pétrole pour 90 jours dans l'Est du Canada au lieu de se demander vraiment d'où proviendra le fuel du mois prochain.

Il est évident que si un conseil d'administration s'était présenté devant les actionnaires, ou que si un syndicaliste s'était présenté devant des syndiqués avec des antécédents aussi médiocres que ceux présentés par ce gouvernement à la population canadienne, ce conseil d'administration ou ce syndicaliste se serait fait balancer si vite qu'il n'aurait

#### *Approvisionnements d'énergie—Loi*

même pas eu le temps de dire: «Merci de nous avoir donné le privilège de vous servir».

Si le gouvernement veut sincèrement trouver remède à nos problèmes, s'il veut bien nous donner l'assurance qu'une fois le bill rendu au comité, il se montrera réceptif aux critiques constructives et saines des représentants de la loyale opposition de Sa Majesté, s'il ne s'arroge pas, aux frais des provinces et de notre population, plus de pouvoirs qu'il ne lui en faut vraiment pour faire face à cette crise dont le gouvernement est seul responsable, la plupart des députés ne lui ménageront pas leur appui.

**M. Jack Murta (Lisgar):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de consacrer tout le temps qu'on m'accorde à parler sur le bill C-236. Je voudrais seulement faire quelques commentaires. Tout d'abord, j'aimerais traiter de certaines injustices que je trouve flagrantes dans le bill. Je passerai ensuite à une question que je considère peut-être plus importante, à la situation mondiale, vu qu'elle se rattache à l'énergie et à l'alimentation. A mon avis il s'agit là de questions interdépendantes. Puis je parlerai de ce qui pourrait survenir si le gouvernement libéral ne s'efforce pas de prévoir une planification à long terme au sujet des conditions au Canada.

Dans notre étude du bill C-236, demandons-nous tout d'abord ceci: existe-t-il réellement une crise de l'énergie au Canada à l'heure actuelle? C'est vraiment là une question que le gouvernement nous demande de décider. Selon moi l'adoption du bill C-236 se fonde sur la crise nationale de l'énergie qu'on croit subir au Canada. Tout le laisse certainement penser. Bien qu'il soit certain que le Canada reçoit moins d'approvisionnements arabes de pétrole dans certaines régions et moins de produits importés, il est aussi vrai qu'une bonne partie du pays ne souffre pas de la crise de l'énergie à un degré aussi intense qu'aux États-Unis, que dans certains pays de l'Europe et au Japon.

Bien que le conflit au Moyen-Orient ait sans aucun doute accéléré certaines tendances des prix du pétrole canadien, plusieurs aspects de la crise actuelle découlent des problèmes internes de longue date créés par le gouvernement actuel. La principale cause de la crise actuelle, si l'on peut dire qu'il s'agit d'une crise, n'est pas la réduction des expéditions de pétrole par les pays arabes ou les embargos qu'il ont placés sur le pétrole, mais le manque d'initiative de la part du gouvernement fédéral pour ce qui est de prévoir et de régler les problèmes d'une façon suivie et coordonnée.

Par exemple, en mars de cette année, le gouvernement a déclaré que, selon lui, il n'était pas nécessaire de construire un oléoduc jusqu'à Montréal. En juin, quand le gouvernement a déposé sa fausse politique de l'énergie, l'oléoduc était environ au troisième rang des priorités. Pourtant, le 4 septembre, le premier ministre (M. Trudeau) a annoncé que le gouvernement avait décidé de construire l'oléoduc. Maintenant, deux mois après cette déclaration, rien n'a encore été fait, aucun projet n'a été annoncé et la construction sera peut-être encore retardée parce qu'il est possible qu'il y ait une pénurie d'acier et d'autres produits nécessaires pour la construction de l'oléoduc, qui est pourtant essentiel pour satisfaire tous les besoins énergétiques du Canada. Je le répète, nous ne sommes même pas sûrs de pouvoir nous procurer toute la tuyauterie d'acier voulue. Selon le premier ministre d'Alberta, M. Lougheed, le gouvernement fédéral aurait pu construire ce pipe-line l'été dernier grâce à un programme accéléré. A l'heure qu'il est, le pipe-line aurait permis d'éviter les plus graves pénuries dans l'Est. Selon moi, nous éprouvons à l'heure actuelle de grandes difficultés